

H-France Review Vol. 8 (November 2008), No. 140

Mark Greengrass, *Governing Passions, Peace and Reform in the French Kingdom, 1576-1585*, Oxford, Oxford University Press, 2007. 423 pp. Notes, tableaux, bibliographie et index. \$150.00 (US). ISBN 978-0-19-9214907.

Compte-rendu par Stéphane Gal, Université Pierre Mendès France, Grenoble 2.

Mark Greengrass, professeur d'histoire de la première modernité à l'université de Sheffield, a opté dans ce livre pour une approche d'une grande originalité : l'étude d'un thème vaste, celui de la « Réformation », sur une période extrêmement courte à l'échelle de l'histoire, y compris de l'histoire des guerres de Religion françaises (1562-1598), la décennie 1576-1585. Ce choix pourrait sembler une gageure si l'auteur, historien spécialiste du XVI^e siècle français, n'avait utilisé une documentation extrêmement variée, puisée à différents niveaux, qu'il a croisée au fil des pages de manière à obtenir un faisceau d'informations et d'arguments susceptibles d'éclairer sa démarche. Ainsi, sources manuscrites et imprimées, écrites ou iconographiques, culturelles et sociales, sont tour à tour sollicitées. Le changement d'échelles, entre provinces et royaume, province et cour, individus et groupes, roi et sujets, est constamment pratiqué et revendiqué comme un élément heuristique essentiel pour la juste appréhension du XVI^e siècle. Très subtilement, l'auteur confronte les idées aux événements et scrute l'élaboration, puis la mise en œuvre, d'une vraie politique de réformes entreprise au début du règne du dernier roi Valois, Henri III (1574-1589). Plus qu'un simple penchant, la réforme put aussi être un véritable programme politique.

Le thème de la « réformation » est un des plus grands mythes du XVI^e siècle, si ce n'est de l'humanité, d'hier à aujourd'hui. Dans le contexte sombre des guerres civiles françaises, il prend cependant une dimension existentielle et quasi talismanique. La réformation générale de la société, voire de l'homme tout entier, n'est-elle pas la seule issue pour sortir de la spirale de la violence et juguler le déchaînement des passions ? Mais comment parvenir à cette réformation : par la douceur de la paix ou par la radicalité de la guerre ? Par la base ou par le sommet de l'Etat ? Selon un calendrier lent ou rapide ? D'ailleurs, que faut-il réformer exactement et dans quel ordre ? Ainsi, l'auteur nous montre-t-il comment le décalage entre le virtuel et la réalité, les idées généreuses et la dureté des pratiques, voire le pragmatisme de terrain, conduisent progressivement à la paralysie, puis à la frustration, et partant à précipiter le royaume vers une tragédie digne de Shakespeare : la lutte contre les passions provoque au final le triomphe des passions !

L'étude de Mark Greengrass s'ouvre sur les échecs militaires royaux, notamment lors du siège de la Rochelle en 1573, lesquels privèrent la monarchie d'une victoire militaire décisive sur les protestants. La paix de Monsieur, signée en mai 1576, qui prévoyait la réunion des Etats généraux dans les six mois, allait cependant permettre à Henri III d'amorcer une politique neuve destinée au rétablissement de l'autorité morale de la monarchie. Premier levier dans cette entreprise herculéenne : la parole. L'éloquence codifiée à travers le grand art de la rhétorique, décliné à travers l'invention, la disposition, l'élocution, la mémoire et la prononciation, était considérée comme seule capable de faire se mouvoir les passions. La politique était alors une branche de la philosophie morale guidée par les vertus. Aux trois émotions rationnelles (volonté, joie et prudence) regroupées sous la notion de « *constantiae* » répondaient quatre passions irrationnelles (volupté, extase, crainte et tristesse extrême). Le dérèglement de ces

dernières s'entendait sous la notion grave « d'intempérance ». Cependant, si la définition des passions se fondait sur les bases établies de l'aristotélisme et de la scholastique, le français manquait de mots pour les décrire précisément. L'Académie palatine réunie par Henri III sur le modèle du banquet platonicien, et en prolongement de l'Académie de musique fondée jadis par Charles IX, consacra de nombreuses séances à la question des passions et des vertus. Trente-deux brouillons des thèmes abordés nous sont parvenus. Loin d'être une fuite de la réalité, cette Académie se donnait pour but ultime la réformation du royaume. Au côté de l'éloquence royale, il s'agissait de parfaire l'éducation du roi et notamment son sens politique à un moment où les idées de Machiavel étaient le plus diffusées.

Les Etats généraux du royaume, convoqués à Blois en novembre 1576 auraient dû être l'instrument privilégié de la réforme, mais ce ne fut pas le cas. Les élections se déroulèrent dans un climat tendu de contestation de la paix et de constitution de ligues ultra catholiques à partir de la ville de Péronne. Les protestants de leur côté se sentirent victimes d'un complot qui visait à les exclure. Lors de l'inauguration des Etats, le discours du roi fut un triomphe et jamais, peut-être, ne fut-il plus près de croire à la réalisation prochaine du nouvel ordre dont il rêvait. Mais les tensions rattrapèrent les Etats et le roi lui-même. De manière inattendue et sans doute improvisée, le roi saisit le prétexte de la constitution d'associations illicites pour revenir sur la paix de Monsieur tout en neutralisant le potentiel de danger des ligues catholiques. Mais cette « journée des dupes », en consacrant l'intrusion de considérations immédiates, détourna les Etats de leurs premiers objectifs : la paix et la réforme. Mark Greengrass aborde également l'environnement culturel et social de ces Etats en s'attachant à la sociabilité des députés, révélée, entre autres, par leurs correspondances et leurs journaux personnels. Les problèmes financiers furent un autre point majeur qui empoisonna les débats. La dette de l'Etat était évaluée à cent millions de livres, soit dix fois plus qu'à la mort du roi Henri II en 1559. Les suspicions d'impositions nouvelles ou de création d'offices déchirèrent les ordres et paralysèrent les commissions d'enquête. Au final le clergé se divisa et le tiers donna l'impression de soutenir une guerre qu'il ne voulait pas, le tout contribuant à faire passer la tâche de la réformation au second plan.

Une nouvelle paix, celle de Bergerac, signée en 1577, allait permettre de reprendre le projet de réforme. Les négociations avec les protestants furent âpres car la manière de faire la paix était différente de part et d'autre : alors que les catholiques parlaient grâce et justice, les protestants rétorquaient droits et égalités. La paix cependant fut celle du roi et Henri III reprit l'initiative à cette occasion. Des serviteurs de l'Etat, choisis parmi les maîtres des requêtes et les magistrats les plus âgés, véritables « missionnaires en quête de paix », furent déployés par tout le royaume pour « prêcher » les bénéfices de la paix. Mais si celle-ci fut un triomphe pour les négociateurs, elle restait conditionnée à trop de facteurs. Elle n'était pas la simple exécution d'un acte d'Etat, son succès était relié à d'innombrables rouages informels : secrétaires, écuyers, amis et parents voire fils illégitimes... Les gouverneurs de province et leurs lieutenants généraux auraient dû être des instruments privilégiés de la paix, mais leur diversité d'intérêts rendait la situation difficile. Même les officiers de la couronne avaient une position ambivalente, déchirés entre la défense de la foi catholique et leur conscience du besoin de restauration du royaume. Malgré les débats au sein des Etats provinciaux, auxquels l'auteur attache un souci particulier, les années qui suivirent furent des années de frustrations. Pour l'ambassadeur anglais de l'époque, tout semblait continuer « à la mode de France » ! Il entendait par-là la paralysie d'un royaume qui refusait de choisir entre le « chaud » d'une « guerre trop âpre », et le « froid » d'une « paix trop douce ».

La paix demandait à être perfectionnée, la reine mère, Catherine de Médicis, maîtresse reconnue dans l'art de la négociation, se consacra à cette tâche au cours de plusieurs déplacements dans le sud du royaume (de la Guyenne au Dauphiné), entrepris entre 1578 et 1580. Au cours de cette période, notamment lors des conférences de Nérac, sa fille, la reine Marguerite, put, elle aussi, jouer un rôle non négligeable. La paix devait se gagner lentement, de province en province, de ville en ville. La reine mère, accompagnée de conseillers royaux, et habitée par un idéal élevé d'amour néo-platonicien (voir également sur le même sujet Denis Crouzet, *Le haut cœur de Catherine de Médicis*, Paris, Albin Michel, 2005), chercha partout à résoudre les conflits locaux, à dissoudre les associations sectaires, à faire

quelques exemples avec des fauteurs de troubles, à confier des charges à des gentilshommes modérés qui feraient office de « médiateurs » et à convaincre les « gens de bien » de partager des signes de paix, « oubliant les choses passées ». L'amnésie en somme, plus encore que l'amnistie, « l'oubliance » étant prônée comme valeur positive de la mémoire depuis la guerre de Cent Ans. Pourtant, l'oubliance introduisait une relativisation de la justice, donc de la religion, et à ce titre fut réfutée par certains. De plus, en intervenant directement dans les affaires locales, en Provence comme en Dauphiné, le pouvoir prenait le risque de la partialité et donc de se voir accuser de compromission. Le succès de la courageuse mission de la reine Catherine fut une illusion entretenue par la propagande. La réalité était tout autre : il paraissait une fois de plus impossible de traiter la paix localement. Les accords de Nérac, s'ils avaient ouvert une fenêtre pour la possibilité d'une réforme, ne durèrent pas plus d'une année. L'histoire semblait bégayer et le sentiment de confusion s'accroître. Pamphlets et satires attisèrent la critique du pouvoir, en particulier l'ouvrage de Nicolas de Montand, le *Miroir des François* (1581), qui, tout en traitant avec réalisme l'incapacité du pouvoir à se réformer, introduisait l'idée que le roi de France pouvait être regardé comme un tyran. Un tel contexte n'était pas favorable à l'accueil du formidable travail législatif entrepris par le roi grâce à « l'ordonnance de Blois ». Le contenu de ce texte était composé de 369 articles qui montrent à quel point la réalité était éloignée de l'idéal qu'ils étaient censés exprimer. Dans 60% des cas, l'ordonnance reprenait un point qui avait été traité de manière similaire par au moins un des ordres lors des Etats généraux ; 34% étaient traités de manière différente ; 6% abordaient des sujets nouveaux. Mais elle échoua à satisfaire les chimères d'un impossible système judiciaire, que l'on voulait à la fois professionnel et équitable, rapide et peu cher.

Au plan religieux, les choses ne réussirent pas davantage. Ceci malgré l'assemblée du clergé réunie entre 1579 et 1580, le déploiement nouveau d'une pédagogie de la pénitence, entretenue par les congrégations de pénitents, et les bonnes dispositions du roi, à partir de 1582, dont la spiritualité était marquée par la relation de l'Esprit Saint au monde. Au même moment, l'utilisation des arts face aux passions, en particulier à travers les nombreux portraits du roi et dans le cadre des fêtes données à la cour des Valois, aurait pu être davantage soulignée par l'auteur, par exemple les réjouissances orchestrées autour du mariage du duc de Joyeuse, « mignon » d'Henri III, en 1581 (voir Frances A. Yates, *Astrea, The Imperial Theme in the Sixteenth Century*, Ark paper backs, Londres, 1975).

Le mouvement réformateur culmina avec l'assemblée des notables en 1583-1584. Celle-ci, réunie par le roi au château de Saint-Germain-en-Lay, apparaît comme la dernière grande tentative pacifique de « réparer les misères du passé. » Le travail de l'assemblée fut préparé en amont par le déploiement de nouveaux commissaires qui, tels des médecins prenant le pouls de leurs malades, devaient sonder l'état du royaume. Ils furent expédiés par groupes de quatre ou cinq dans les provinces afin d'enquêter sur les collectes des taxes, visiter les institutions locales et expliquer comment les guerres avaient endetté le royaume. Le roi et le peuple devaient s'efforcer de liquider le passé ensemble grâce à la justice, la paix et la « bonne police ». Mark Greengrass dresse le tableau des différents thèmes abordés à Saint-Germain et souligne l'affinité avec l'Académie de palais fondée par le roi. On y distingue cependant les symptômes d'un malaise grandissant : le malaise d'une noblesse qui persiste à se voir comme principal fondement de l'Etat, ainsi que la dégradation de l'image du roi soulignée par l'insistance sur les cas de lèse-majesté.

La réforme avait besoin de la paix et de temps pour s'accomplir. L'absence d'un héritier royal hypothéqua gravement les chances de succès du roi. La mort de son dernier frère, en 1584, libéra les tensions que l'espoir de changement avait jusqu'alors contenu tant bien que mal. Le comportement d'Henri III, et avec lui ses efforts de réforme, lui furent désormais reprochés comme autant de feintes et de comédies. La Ligue en orchestra le naufrage tout en se substituant au roi dans l'idéal de réformation, mais cette fois-ci par le fer et par le feu : Henri III, dont le corps qualifié de monstrueux incarnait aux yeux des ligueurs non la réformation mais la perversion diabolique, paya son échec de sa propre vie (voir à ce sujet l'ouvrage de Nicolas Le Roux, *1^{er} août 1589 Un régicide au nom de Dieu L'assassinat d'Henri III*, Paris, Gallimard, 2006). Toutefois, Mark Greengrass montre bien que les multiples efforts entrepris par le souverain au cours de cette « extraordinaire décennie » de l'histoire du royaume de France ne furent pas

vains. Ils préparèrent la refondation bourbonnienne opérée par Henri IV. L'ordonnance de Blois devint ainsi un modèle pour réformer et codifier les pratiques judiciaires au siècle suivant, participant à l'édification d'un État stable et moderne, libéré de toutes passions désordonnées, qui fit la force de la France du Grand Siècle.

Stéphane Gal
Stephane.Gal@upmf-grenoble.fr
Université Pierre Mendès France, Grenoble 2

Copyright © 2008 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172